

Ramazani, homme de l'ombre et de réseaux

RD CONGO Joseph Kabila a choisi pour dauphin son ancien ministre de l'Intérieur

- ▶ Le chef de l'Etat a respecté son engagement de ne pas se représenter.
- ▶ Son dauphin est un homme relativement peu connu à l'extérieur du pays.
- ▶ Mais Ramazani a gravi méthodiquement tous les échelons du pouvoir.

PORTRAIT

La présentation d'Emmanuel Shadary Ramazani comme candidat du Front commun pour le Congo, la plateforme constituée autour de la majorité présidentielle, a commencé par surprendre, par susciter des commentaires en sens divers : « *tout ça pour ça* », « *un homme de l'ombre* », « *Le Medvedev de Kabila/ Poutine* »... Il est vrai que le secret avait été bien gardé et la mise en scène opaque à souhait. A la veille du délai fixé pour le dépôt des candidatures à l'élection présidentielle, les représentants de la majorité avaient été convoqués à Kingakati, la ferme du président Kabila, pour une ultime réunion dont rien ne filtra, les portables ayant été coupés et les réseaux sociaux désactivés. Alors que Kinshasa retenait son souffle, que le dispositif de sécurité avait été renforcé dans la ville, il fallut attendre l'extrême fin du délai fixé pour découvrir, d'un seul coup, les deux nouvelles du jour : Kabila avait respecté son engagement à ne pas se représenter et son dauphin était un homme relativement peu connu à l'extérieur du pays, mais ayant gravi méthodiquement tous les échelons du pouvoir.

Le dauphin venu du « Congo de l'intérieur » devra apprendre à nager dans les eaux internationales

Né en 1960, Emanuel Shadary Ramazani est originaire du territoire de Kabambare au Maniéma, une province centrale, enclavée, jouxtant à la fois le Kivu

et le Katanga, et dont est originaire Maman Sifa, la mère du président sortant. Les liens entre Joseph Kabila et Emmanuel Shadary sont plus anciens qu'on

ne le pense : membre de la société civile du Maniéma du temps de Mobutu, Shadary fut élu, à deux reprises, député national et dès le début, il accompagna le développement du parti présidentiel, le PPRD (Parti du peuple pour la reconstruction et le développement) dont il finit par devenir secrétaire général adjoint et coordinateur de la majorité présidentielle. À chacun de ses déplacements dans cette province parfois oubliée, c'est chez Shadary que logeait Joseph Kabila alors même qu'un autre fils du Maniéma, Augustin Matata Ponyo, occupait le devant de la scène comme Premier ministre et qu'Aubin Minaku présidait l'Assemblée nationale.

Ayant étudié les sciences politiques à Kinshasa, s'exprimant aussi bien en lingala, la langue de Kinshasa et de l'ouest du Congo qu'en swahili, Emmanuel Shadary Ramazani fut longtemps considéré comme un disciple d'Evariste Boshab, auquel il succéda comme ministre de l'Intérieur en 2016. Un poste exposé, qui l'amena à être tenu pour responsable de la répression menée lors des manifestations anti-Kabila et à être frappé par des sanctions européennes.

Homme effacé, courtois, aussi peu flamboyant que Joseph Kabila lui-même, Emmanuel Shadary est décrit comme un homme de l'ombre qui a méthodiquement assuré son emprise. « *Comme ministre de l'Intérieur, il est devenu le maître de la "territoire", nous assure l'un de ses proches, tous les responsables administratifs qu'il a nommés dans les provinces lui sont acquis et au moment des élections, il s'agira d'un atout essentiel.* » Sur le terrain, le travail a été mené avec méthode : « *Durant des mois, doté d'un avion que le parti avait loué pour lui, Shadary a parcouru tout le pays et, si à l'étranger il est peu connu, il n'en va pas de même dans le Congo profond...* »

Président du parti après en avoir été secrétaire national, le dauphin de Kabila est donc un homme de réseaux, qui se gardait bien d'apparaître au premier plan. Apparemment dépourvu de fortune personnelle (ce qui peut représenter un handicap mais n'est pas un défaut...), le candidat surprise dépendra donc de son mentor, de la même manière qu'il devra compter sur ce dernier pour s'assurer le contrôle de l'armée où le général Amisi dit Tango Four – récemment promu chef d'état-major adjoint chargé des opérations et du renseignement – est le seul à être originaire du Maniéma. Pour le ministre des Affaires étrangères She Okitundu, « *la nomination de Shadary est le fruit d'une réflexion mûrement réfléchie ; notre candidat répond aux onze critères qui avaient été fixés par notre plateforme et il a franchi toutes les étapes pouvant le mener au pouvoir suprême. Originaire d'une petite province, certes, il a vécu au Katanga et à Kinshasa et dans l'Equateur il s'est exprimé en lingala...* »

Quant aux pays voisins, et en particulier le Rwanda et l'Angola, She Okitundu estime que Shadary sera à même de les rassurer, tandis que le président sud-africain Cyril Ramaphosa s'est annoncé pour vendredi à Kinshasa. En Europe, la quasi-éjection de Moïse Katumbi, empêché de regagner son pays pour y déposer sa candidature, n'a pas fini de faire grincer des dents et on se demande si la candidature de Jean-Pierre Bemba, qui n'a pas vécu au Congo l'année écoulée car il était détenu à La Haye, sera jugée recevable.

Ciblé par des sanctions européennes, le dauphin venu du « Congo de l'intérieur » devra apprendre à nager dans les eaux internationales. Il devra aussi faire face à la rancune des Français qui furent obligés de payer une rançon pour obtenir la libération d'otages qui, travaillant pour la société Banro, active au Maniéma et au Sud-Kivu, avaient été capturés par les Mai Mai. Shadary, alors ministre de l'Intérieur, s'était révélé impuissant. ■

COLETTE BRAECKMAN

réactions « Une bataille gagnée, mais la lutte continue »

Les adversaires de M. Kabila ont salué une « victoire » dans le fait que M. Kabila s'engage finalement « à quitter le pouvoir ». « Pour la première fois, un peuple d'Afrique centrale est parvenu à empêcher un chef d'Etat puissamment soutenu par les forces armées de modifier la Constitution et l'a forcé à quitter le pouvoir », avance Christophe Lutundula, porte-parole d'Ensemble, la coalition de l'opposant Moïse Katumbi.

« Nous avons gagné une bataille importante mais la lutte continue : celle pour une vraie alternance et des élections où voter ne sera pas une formalité (...), avec la certitude que le résultat reflète ce choix

souverain », a réagi le mouvement citoyen pro-démocratie Lutte pour le changement (Lucha). Lucha avait appelé les Congolais à « descendre dans la rue » si M. Kabila se présentait.

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Right Watch a qualifié « d'étape cruciale » le fait que le président Kabila ne se présente pas, mais a encouragé la communauté internationale à maintenir la pression sur Kinshasa. « Nous sommes encore très loin d'un processus électoral crédible, et beaucoup de choses peuvent se passer d'ici décembre, y compris des délais supplémentaires », avance HRW.

Les « partenaires » étrangers suivent également de près la situation dans l'immense RDC, que les diplomates perçoivent comme un risque d'instabilité régionale avec ses 2,3 millions de km², ses neuf frontières, ses ressources minérales très convoitées et ses multiples zones de tensions. La Belgique, ancienne puissance coloniale, a simplement dit, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, « prendre acte » de la désignation de M. Ramazani Shadary comme « dauphin » du président congolais.

Depuis son lieu de villégiature, le président français Emmanuel Macron a abordé la situation en RDC dans un entretien téléphonique avec son homologue

sud-africain Cyril Ramaphosa. « Le président de la République a réitéré son plein soutien aux efforts de dialogue entrepris par les pays de la région, l'Union africaine et les organisations sous régionales », a indiqué l'Elysée dans un communiqué.

Le président sud-africain pourrait se rendre vendredi à Kinshasa avant un sommet régional sur les élections en RDC dimanche à Luanda, avance une source diplomatique africaine. Cette information n'a pas été confirmée dans l'immédiat de source officielle sud-africaine. (afp) ■

COMMENTAIRE

COLETTE BRAECKMAN

LE PREMIER À PARTIR DE SON PLEIN GRÉ

C'était peut-être à contrecœur, en jouant la montre, en maintenant la suspense jusqu'à la dernière minute... Mais l'essentiel, c'est tout de même que Joseph Kabila ait tenu parole et respecté la Constitution. Même si, durant deux ans il a joué les prolongations, le président sortant a fini par accepter de ne pas se porter candidat pour un troisième mandat. Dans les eaux troubles de la politique congolaise, il a jeté un « dauphin » qui devra bientôt se transformer en requin s'il veut survivre... Cette décision n'a sans doute pas été facile à prendre : c'est la première fois, depuis l'indépendance du Congo, qu'un chef d'Etat se retire de son plein gré, sans être renversé ou assassiné, et bien des pays voisins sont encore dirigés par des présidents à vie. Si le statut d'ancien chef de l'Etat qui vient d'être voté lui permet de vivre dignement dans son pays et s'il respecte les règles du jeu, Joseph Kabila entrera dans l'histoire du Congo. Les « félicitations du jury » ne

devraient cependant pas occulter les réserves et les questions qui demeurent nombreuses. Car il est probable qu'Emmanuel Shadary - s'il est élu -, sera le « Medvedev » d'un Kabila qui, devenu le chef incontesté de son parti, aura la capacité et les moyens d'influencer le pouvoir de son successeur. En outre le processus électoral lui-même suscite encore bien des inquiétudes : l'éviction de Moïse Katumbi, si elle se confirme, déçoit une large frange de l'opinion et il n'est pas certain que Jean-Pierre Bemba sera autorisé à concourir. On peut déjà parier que les élections, avant même d'être organisées, seront frappées de suspicion tant par une communauté internationale sceptique et écartée de la surveillance des opérations que par les perdants ou les disqualifiés et il est à craindre que le maintien de l'ordre fera encore des victimes... Mais faut-il pour autant rejeter le bébé avec l'eau du bain, nier la validité du processus engagé dans l'hypothétique espoir d'une « transition sans Kabila » ? Dans l'absolu, une « transition citoyenne » menée par des individus et des institutions réellement neutres mènerait sans doute à un changement plus profond et permettrait à de nouvelles forces d'émerger. Mais au vu de l'appareil de sécurité mis en place, chacun sait aussi que le prix d'une éviction brutale du chef de l'Etat sortant serait élevé en termes de vies humaines, que les risques d'une nouvelle déstabilisation du pays seraient bien réels. Qui oserait tenir un tel pari ? La population congolaise est certainement fatiguée des dix-sept ans de règne de Kabila et elle aspire à un changement en profondeur. Mais le mieux, ambitieux et radical, peut aussi être l'ennemi du bien, modeste et progressif...